



DECISIONS DU CONSEIL COMMUNAL

La Municipalité de Gollion

agissant en vertu de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP), porte à la connaissance des électeurs que, dans sa séance du lundi 23 juin 2025, **le Conseil communal a décidé :**

Préavis municipal n° 1/2025 relatif aux comptes communaux 2024

- d'accepter les comptes communaux 2024 tels que présentés
- d'approuver la gestion de la Municipalité
- de donner décharge à la Municipalité et à la Boursière
- de donner décharge à la Commission de gestion

La gestion et les comptes ne peuvent faire l'objet d'une demande de référendum (art. 160d de la LEDP).

Préavis municipal n° 2/2025 relatif à l'arrêté d'imposition 2026

- d'adopter l'arrêté d'imposition communal pour l'année 2026 tel que présenté par la Municipalité et, par conséquent, de maintenir le taux de l'impôt communal à 74%

Cet arrêté d'imposition peut faire l'objet d'une requête à la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal dans un délai de 20 jours suivant la publication dans la FAO de son approbation par la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC). Il peut également faire l'objet d'un référendum populaire communal.

d'amender le préavis municipal n° 3/2025 relatif à la demande de crédit de CHF 320'000.00 pour l'aménagement de zones 30 km/h (hors routes cantonales), la création de passages piétons (giratoire Sud et Grande salle) ainsi qu'un trottoir marqué le long de la DP12 (Vieille Route).

- et d'accorder la demande de crédit de CHF 270'000.00 pour l'aménagement de zones 30 km/h (hors RC 173 mais intégrant RC 174), la création de passages piétons (giratoire Sud et Grande salle) ainsi que la création d'un nouvel arrêt de bus en face de la Grande salle.

Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de dix jours (art. 163 al.1 LEDP) suivant la publication au pilier public des décisions décrites ci-dessus.

Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la Municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre de signatures requis ; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 163 al. 3 LEDP et ss). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art. 110 al. 3 LEDP (art. 110a al. 1 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art. 110a al. 1 et 105 Ibis et Iter par analogie.

Gollion, le 25 juin 2025

La Municipalité.